



## SOCIÉTÉ

# Opération économies d'énergie à l'école

Polaires pour les élèves, fermeture le samedi... Les collectivités fourmillent d'idées pour respecter la « sobriété énergétique ».

THOMAS POUPEAU

« SAUVONS notre planète. » C'est le message qui sera brodé sur la veste polaire neuve que devraient arborer, d'ici quelques semaines, 310 élèves d'une école de Périers (Manche). « Sauvons nos finances » aurait été tout à fait adapté. Alors que le gouvernement appelle à la « sobriété énergétique » avec la hausse des tarifs du gaz, de l'électricité ou des carburants, Gabriel Daube, le maire (UDI) de cette commune, va baisser le chauffage de l'école et a commandé 6 000 € de vêtements chauds pour les enfants et les agents de l'établissement.

Il a répondu favorablement à l'appel du gouvernement dont l'objectif est de réduire notre consommation énergétique. À Périers, le chauffage des classes (entre autres) sera réglé à 19 °C, annonce l'édile. Pourquoi cette température ? C'est la suggestion d'Élisabeth Borne, qui s'appuie sur les données fournies par l'Ademe ou le Haut Conseil pour le climat. Dans les entreprises et les administrations, « la loi fixe à 19 °C la température, a rappelé récemment la Première ministre. Mais elle n'est pas partout respectée. Or, passer de 20 à 19 °C, c'est économiser 7 % de gaz. Appliquée largement une telle mesure économiserait près du quart de nos importations de gaz russe ».

« S'il faut rogner, pas sur

la santé des enfants ! »

Or, dans cette école moderne, « très vitrée », explique l'édile, selon les variations météo, « il peut faire très vite froid ». C'est pour « éviter que les enfants grelottent que la ville a investi dans les polaires made in France, d'autant plus, souligne Gabriel Daube, que de nombreux enfants sont issus de familles défavorisées, alors l'enjeu est aussi social ». Montant de l'économie en baissant le thermostat : 10 000 € – en réalité 4 000 € puisqu'il faut enlever le coût des polaires. La facture énergétique sera quand même salée pour le village : aux 120 000 € déjà budgétés, le conseil municipal vient d'ajouter 20 000 € pour tenir compte de l'inflation. Il n'y a pas que l'école qui sera à la diète : l'éclairage public sera éteint la nuit et le carburant municipal réduit.

Un exemple à suivre ? Non, pour Éric Labastie, coprésident de la FCPE, une des principales fédérations des parents d'élèves. « C'est un canular ? » interroge-t-il, véhément, en apprenant l'initiative. « Et bientôt, ce sera quoi, des moufles ? Et à la cantine, un jour pas de dessert, le suivant pas d'entrée ? » Pour le représentant de familles, « les pouvoirs publics doivent s'assurer de chauffer correctement les écoles, et s'il faut rogner, ce n'est pas sur la santé des enfants ! »

Sans chauffage

jusqu'à la Toussaint

D'autres collectivités ont commencé à réfléchir. Dans les Hauts-de-France, des pistes de réflexion pourraient chambouler le quotidien des élèves. Les 57 établissements qui ouvrent le samedi matin ont ainsi été sondés pour savoir s'il était possible de déplacer les cours au mercredi. Un professeur de collège dans l'Oise souffle que, vu la difficulté liée à des emplois du temps déjà établis, cela pourrait en fait se traduire par un « retour des cours à distance le samedi ». Comme à l'université de Strasbourg (Bas-Rhin) où, par souci d'économie, la présidence vient d'annoncer la fermeture du site deux semaines de plus en hiver – dont une de distanciel en février.

Toujours dans l'académie des Hauts-de-France, les lycées agricoles, eux, travaillent à arrêter leurs cours du vendredi après-midi et ainsi libérer les élèves avant le repas, ce qui ferait gagner une demi-journée de chauffage. Au rayon budget, le total énergie alloué aux 292 lycées publics de la région est passé de 80 millions d'euros (M€) en 2021 à environ 90 M€ en 2022, sur une dotation globale de fonctionnement de 141 M€.

Manoëlle Martin, vice-présidente de la région chargée des lycées, a annoncé dans un entretien au média spécialisé AEF, publié ce lundi, que le chauffage pourrait ne pas redémarrer avant les vacan-

ces de la Toussaint. Même réflexion en Île-de-France. « Une brusque chute du mercure obligerait évidemment à revoir cela », précise Bruno Bobkiewicz, porte-parole du SNPDEN, le syndicat des proviseurs, qui explique aussi que les chefs d'établissement « s'inquiètent » de la température en classe. D'autant que le Covid repart à la hausse. « Nous sommes face à un paradoxe, On doit faire des économies de chauffage... mais aussi aérer les salles ! »





Image non disponible.  
Restriction de l'éditeur

LP/JEAN-BAPTISTE QUENTIN

Pas plus de 19 °C dans les établissements scolaires cet hiver. Certains songent également à fermer leurs portes plus tôt.

